

# Extrême droite en Italie : les conséquences pour l'enseignement supérieur et la recherche

Alessandro Arienzo, du syndicat italien FLC CGIL, invité à la session internationale de notre dernier congrès d'orientation, fait ici une synthèse de son intervention portant sur les premières conséquences pour l'ESR de l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite en Italie.

Par **ALESSANDRO ARIENZO**,  
Federazione lavoratori della conoscenza (FLC CGIL)

**V**u de l'étranger, le gouvernement italien peut sembler faible, divisé et politiquement conservateur, bien que différent de l'extrémisme réactionnaire d'un Orban, par exemple. Mais, depuis son entrée en fonctions, l'extrême droite occupe lentement mais systématiquement tous les espaces institutionnels, culturels et de communication du pays. À y regarder de plus près, on assiste à un changement violent de l'axe culturel et social italien, qui veut annuler le pluralisme relatif qui, même dans les années les plus sombres du berlusconisme, avait résisté d'une manière ou d'une autre. Nous assistons à un crescendo d'attaques contre les droits civils et sociaux, contre l'idée même de solidarité, en particulier à l'égard des femmes, des migrants et des personnes défavorisées. Et nous sommes témoins de l'affaiblissement systématique des fondements antifascistes de la Constitution.

## UN GOUVERNEMENT QUI EXPLOITE LES INÉGALITÉS

La réduction des inégalités sociales n'est pas une priorité pour ce gouvernement qui, au contraire, exploite le malaise produit par ces inégalités pour gouverner. Derrière le nationalisme identitaire se cache un farouche individualisme propriétaire. L'appel à la souveraineté nationale et populaire se révèle être la souveraineté de petites patries, de petits intérêts, d'un familialisme généralisé. L'unité nationale se construit et se maintient sur la haine de l'autre, sur le ressentiment social et la frustration individuelle. En ce sens, une fois de plus, l'expérience italienne est révélatrice d'un phénomène plus général : l'émergence d'une nouvelle démocratie autoritaire dans laquelle le consensus obtenu par les élections (de moins en moins participatives) devient l'instrument pour réduire les pouvoirs de contrôle de l'État et les droits individuels et collectifs, en affaiblissant la division des pouvoirs, en réduisant le rôle du Parlement et des corps intermédiaires, en échangeant les droits civils et sociaux contre le besoin de sécurité et d'ordre social.

Après des décennies de politiques de libéralisation et de réduction du rôle de l'État dans l'économie, les politiques actuelles sont des instruments des marchés, plutôt que celles par lesquelles ils doivent être gouvernés. La pandémie et la guerre ont certainement fait éclater les contradictions et les faiblesses du pays, les différences économiques et les divergences entre les régions. Et il y a la question générationnelle : la grande majorité des jeunes Italiens sont condamnés à un avenir d'insécurité économique et culturelle, à une vie incompréhensible pour les générations qui les ont précédés. Le nombre de jeunes Italiens qui n'étudient pas et ne travaillent pas augmente, tout comme le malaise psychologique de la jeune génération. Dans le même temps, les taux de natalité diminuent partout, même dans le Sud : nous sommes confrontés à ce que l'on a appelé une véritable « désertification démographique ».

## ACCROISSEMENT DE NOTRE SOUMISSION AU MARCHÉ

Malgré tout, le système italien d'enseignement supérieur et de recherche (ESR) reste solide : il est riche en ressources intellectuelles, en compétences et en expérience. Malgré des années de réduction des dépenses publiques consacrées à l'ESR, qui n'ont été que partiellement compensées par les investissements accrus des quatre dernières années, le système universitaire public italien affiche un excellent niveau moyen de qualité et confirme son enracinement et sa diffusion dans le pays\*. Cependant, les politiques concernant l'ESR restent marquées par la précarité des personnels, la logique du projet, la réduction du caractère national des négociations collectives, le renforcement des inégalités avec l'accroissement de la concurrence sous le couvert de l'excellence, la centralisation des fonctions de pilotage et la réduction de l'autonomie réelle et de la démocratie au sein des structures.

Emplois précaires, bas salaires, pilotage centralisé : le gouvernement actuel ne semble pas vouloir revoir ces perspectives. Et il ne remet certainement pas en cause le rôle de l'Agence nationale d'évaluation du système universitaire (Anvur) qui, depuis 2010, a été l'instrument d'une transformation profonde non seulement de son travail, mais de la culture même de la

*Le nombre de jeunes Italiens qui n'étudient pas et ne travaillent pas augmente, tout comme leur malaise psychologique.*

\* Le rapport 2023 de l'Agenzia nazionale di valutazione del sistema universitario e della ricerca (Anvur) permet d'avoir une vue d'ensemble : [www.anvur.it/wp-content/uploads/2023/06/Sintesi-Rapporto-ANVUR-2023.pdf](http://www.anvur.it/wp-content/uploads/2023/06/Sintesi-Rapporto-ANVUR-2023.pdf).



recherche et de l'enseignement. Une évaluation quantitative, selon une logique d'« excellence », qui conditionne les formes, les méthodes et la logique de la recherche : les publications sont de plus en plus spécialisées et orientées davantage vers la technoscience que vers la science, vers la compétition plutôt que la collaboration, vers le marché plutôt que la science.

Aujourd'hui, le système universitaire italien court un autre risque important, précisément en raison des énormes ressources provenant des fonds européens : des ressources qui, en raison de leur nature orientée vers les projets, risquent de saper la vocation universelle de l'ESR, en déséquilibrant la recherche au profit d'intérêts et d'activités particuliers et à court terme. La création de centres nationaux sur des thèmes spécifiques avec une forte orientation applicative, le recrutement massif de doctorants ou de chercheurs sur des projets ciblés, le financement d'un très grand nombre de projets de recherche sur des thèmes considérés comme prioritaires (presque tous dans les domaines des technosciences ou des sciences appliquées) constituent un élément de déséquilibre dans le système de recherche italien. Et nous n'avons aucune garantie que toutes ces activités puissent perdurer dans le temps, sans finir par constituer – comme nous le craignons – un gigantesque processus de production d'une nouvelle précarité intellectuelle qui n'a aucune chance de se stabiliser.

#### L'IMPORTANCE DU TRAVAIL SYNDICAL INTERNATIONAL

De même, l'expérience des universités européennes (fortement défendue par E. Macron) nous montre les alternatives possibles qui s'offrent à nous : d'une part, la construction de réseaux inclusifs de collaboration internationale, attentifs à la

fonction civique des universités et de la recherche, et dont l'objectif est de construire une société européenne capable de répondre aux grands défis du présent ; d'autre part, la fermeture technocratique, la recherche de l'excellence et la définition d'alliances visant à saper la valeur nationale et européenne des universités et de la recherche. En Italie, de nombreuses universités participent à ce programme, mais les avis sur cette expérience sont mitigés : malgré les tentatives de créer des opportunités de collaboration internationale – répondant, par exemple, au besoin de nos étudiants d'une éducation de plus en plus globale et transversale –, aucune politique ou ressource n'a été introduite pour soutenir réellement ces efforts. Le risque est que ces programmes échouent ou qu'ils finissent par consolider quelques réseaux d'universités ayant une forte vocation internationale et disposant de ressources économiques, humaines et organisationnelles importantes.

Face aux défis contemporains, nos organisations s'accordent sur la nécessité de renforcer, la dimension européenne des universités et de la recherche, mais nous rejetons, comme le SNESUP-FSU, la logique de l'« excellence », soumise au marché, considérant que renforcer les collaborations au sein de l'ESR européen suppose des conditions de travail et des salaires adéquats et exige que la dimension publique des systèmes universitaires soit mise au premier plan, en défendant nos libertés académiques par rapport aux intérêts particuliers du marché. Le travail que font nos deux organisations au niveau européen, parfois peu visible, représente la défense de ces principes au sein des institutions européennes. Il pose des bases indispensables à une large coopération syndicale internationale afin d'assurer la défense du rôle émancipateur, égalitaire et démocratique de la science, de la recherche et de la connaissance. ■

*Les publications sont de plus en plus orientées vers la technoscience plutôt que la science, vers la compétition plutôt que la collaboration.*